

I. ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE

1) APERÇU GÉNÉRAL

1. Le PIB réel d'El Salvador a progressé à un taux moyen de 3,1% par an de 2003 à 2008, rythme légèrement supérieur à celui observé lors de l'examen précédent mais inférieur à la moyenne de l'Amérique latine pendant la même période. Les taux de croissance ont progressé en 2006 et 2007, notamment grâce à une nette poussée de la demande intérieure. Dès le second semestre 2008, la croissance économique a considérablement ralenti à cause de la crise internationale, qui a entraîné une diminution de l'investissement, des exportations et des envois de fonds des travailleurs salvadoriens vivant à l'extérieur, ainsi qu'une chute de la formation brute de capital privée, de l'ordre de 5% en 2008.

2. El Salvador est une économie "dollarisée" qui n'a pas la possibilité de mener une politique monétaire indépendante. Par conséquent, la politique budgétaire y joue un rôle clé. Le déficit budgétaire a diminué entre 2003 et 2007, mais il s'est remis à augmenter durant les premiers mois de 2009, pour atteindre en juin 1% du PIB s'agissant du déficit du gouvernement central, suite à une baisse des recettes et à une augmentation des dépenses. Le déficit du SPNF (secteur public non financier) équivalait en juin 2009 à 1,3% du PIB.

3. À partir de 2005, le déficit des transactions courantes a suivi une pente ascendante pour atteindre 7,6% du PIB en 2008, en raison principalement d'une détérioration de la balance du commerce des marchandises. Ce déficit a été amorti par le niveau élevé des transferts courants, essentiellement les envois de fonds des Salvadoriens installés à l'étranger, qui ont représenté 17,1% du PIB en 2008, et il a été financé par des entrées de capitaux, surtout au titre de l'investissement étranger direct, des émissions de titres d'État et des prêts. Par ailleurs, El Salvador a négocié des prêts avec la Banque mondiale et la Banque interaméricaine de développement pour un total de 950 millions de dollars EU. En septembre 2009, le Fonds monétaire international et les autorités d'El Salvador ont passé un accord préliminaire sur un nouveau programme économique qui pourrait être complété par un accord sur les droits de tirage spéciaux d'une durée de trois ans, pour un total de 800 millions de dollars EU. Le nouveau programme remplace un accord préventif de 15 mois conclu en janvier 2009.

4. Le commerce de biens et de services a représenté 73,6% du PIB en 2008. Les principaux partenaires d'El Salvador concernant le commerce de biens (y compris la production sous douane ou maquila) sont les États-Unis et les autres pays du Marché commun centraméricain. Les produits manufacturés continuent de dominer les exportations; la part des textiles et articles de confection a augmenté, tandis que celle des produits primaires a diminué. Les produits manufacturés demeurent aussi la principale catégorie d'importations. La balance du commerce des services est traditionnellement déficitaire, et ce déficit, en hausse depuis 2003, a atteint 2,6% du PIB en 2008.

2) ÉVOLUTION MACRO-ÉCONOMIQUE

i) Structure et évolution de l'économie

5. La composition sectorielle de l'économie salvadorienne a subi pendant la période à l'examen des réajustements qui s'expliquent en grande partie par les effets d'une conjoncture économique favorable et par les mesures d'adaptation qu'ont prises les différents secteurs jusqu'à la mi-2008. Ainsi, la part du secteur agricole dans le PIB a grimpé de 8,3% en 2003 à 12,2% en 2008. La première cause en est l'évolution à la hausse des prix des produits agricoles. Le secteur manufacturier, y compris l'industrie de l'assemblage sous douane ou maquiladora, a vu sa part dans le PIB aux prix courants tomber de 22,5% en 2003 à 20,1% en 2008. La même année, les services ont représenté 61,5% du PIB; parmi eux, le secteur du commerce, de la restauration et de l'hôtellerie

occupe la place la plus importante, puisqu'il a représenté 20,1% du PIB en 2008, devant le secteur des transports, avec 9%.

6. Le PIB réel a progressé à un taux annuel moyen de 3,1% pendant la période 2003-2008, soit légèrement plus que les 2,8% enregistrés lors de l'examen antérieur pour la période comprise entre 1996 et 2001 (tableau I.1). Ce chiffre est inférieur à la moyenne latino-américaine relevée de 2003 à 2008. Les taux de croissance se sont améliorés en 2006 et 2007, notamment grâce à une forte poussée de la demande intérieure. À partir du second semestre 2008, la croissance a été freinée par la crise internationale, avec une baisse de la formation brute de capital privé de plus de 5% pour l'ensemble de l'année 2008.

Tableau I.1
Indicateurs économiques fondamentaux, 2003-2009

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009I	2009 II
I. Produit intérieur brut (PIB)								
PIB courant (millions de \$EU)	15 047	15 798	17 070	18 654	20 373	22 115	5 521	5 468
PIB courant par habitant (en \$EU)	2 504	2 621	2 822	3 071	3 341	3 611		
Revenu national brut disponible (millions de \$EU) ^a	16 738	17 895	19 526	21 595	23 546	25 410		
Transferts courants externes nets (millions de \$EU)	2 114	2 555	3 035	3 472	3 750	3 832		
Revenu national brut disponible par habitant (\$EU)	2 786	2 969	3 228	3 555	3 861	4 149		
PIB réel, taux de croissance (en pourcentage)	2,3	1,9	3,1	4,2	4,7	2,5	-1,8	-2,4
Demande intérieure	3,3	2,7	3,1	6,9	5,9	2,7		
Dépenses de consommation finale	1,9	2,9	3,9	5,6	6,4	4,2		
Consommation privée	2,1	3,0	4,0	5,9	6,8	4,3		
Administrations publiques	-0,3	1,1	1,8	2,8	1,1	1,8		
Formation brute de capital	7,8	-3,9	2,5	6,8	6,4	-5,3		
Formation brute de capital fixe	2,5	-5,0	2,1	11,1	6,4	-5,3		
Privé	4,1	2,6	-0,8	12,7	7,7	-6,5		
Public	-4,9	-43,2	27,9	-0,4	-4,1	5,0		
Exportations de biens et de services	4,7	5,7	1,4	10,1	4,6	5,5		
Offre globale	3,3	2,7	3,1	6,9	5,9	3,4		
Importations de biens et de services	4,8	4,1	3,1	11,2	7,9	4,7		
II. Répartition par secteur (en pourcentage du PIB courant)^b								
Agriculture	8,3	8,9	9,7	10,1	11,2	12,2	12,0	12,4
Industries extractives	0,5	0,4	0,3	0,3	0,3	0,4	0,4	0,4
Industrie manufacturière	22,5	22,1	21,1	20,6	20,3	20,1	20,0	20,2
Électricité, gaz et eau	2,0	1,8	1,8	1,9	1,8	1,9	2,0	2,0
Construction	4,7	4,2	4,2	4,2	4,0	3,9	4,4	4,0
Commerce, restauration et hôtellerie	19,4	19,8	20,0	19,8	20,0	20,1	20,2	20,0
Transport, entreposage, télécommunications	8,9	9,2	9,1	9,3	9,2	9,0	8,9	8,9
Services financiers	4,3	4,5	4,5	4,5	4,5	4,4	4,4	4,4
Services immobiliers	4,2	4,2	4,2	4,1	4,1	4,0	4,2	4,1
Logement	7,6	7,5	7,5	7,1	6,8	6,5	6,2	6,4
Services collectifs, sociaux et personnels	7,4	7,7	7,4	7,3	7,2	7,2	7,4	7,4
Services publics	6,9	6,6	6,5	6,6	6,4	6,4	6,7	6,7
III. Répartition par type de dépenses (en pourcentage du PIB courant)								
Consommation totale	98,9	101,0	102,0	103,3	105,3	107,5		
Privée	89,0	91,4	92,4	93,7	96,1	98,4		
Publique	9,9	9,6	9,6	9,6	9,2	9,2		
Formation brute de capital fixe	16,7	15,7	15,3	16,1	16,1	15,0		
Privée	13,4	13,8	13,0	13,9	14,1	12,8		
Publique	3,3	1,9	2,3	2,2	2,0	2,1		

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009I	2009 II
Variations de capital social	0,3	0,5	0,4	0,0	0,0	0,0		
Exportations de biens et de services	27,1	27,8	26,6	27,8	27,2	25,6		
Importations de biens et de services	43,0	45,1	44,3	47,2	48,5	48,1		
Épargne nationale brute	12,3	12,2	12,4	12,5	10,3	7,4		
IV. Pour mémoire								
Population (en millions) ^c	6,0	6,0	6,0	6,1	6,1	6,1		
Termes de l'échange (1980 = 100)	107,7	116,6	116,5	109,1	103,0	n.d.		
Réserves internationales nettes (millions de \$EU)	1 906	1 888	1 829	1 907	2 198	2 541	2 783	

n.d. Non disponible.

a Produit intérieur brut moins le solde des flux de revenus de la propriété avec le reste du monde, plus les transferts courant nets.

b Non compris les frais pour services bancaires, les droits de douane et la taxe sur la valeur ajoutée, ce qui explique que le total ne soit pas égal à 100%.

c Ministère de l'Économie. DIGESTYC. Estimaciones y Proyecciones de Población 1950-2050.

2009 I PIB au premier trimestre.

2009 II PIB au deuxième trimestre.

Source: Banque centrale de réserve d'El Salvador.

7. Les résultats du premier semestre de 2009 font ressortir une contraction de l'activité économique, conséquence d'une réduction de la demande extérieure et d'une diminution des envois de fonds. Les exportations de biens ont chuté de 16,5% en valeur nominale au premier trimestre, et la réduction des exportations en régime sous douane (maquila) a été particulièrement brutale, de 22,8% par an.¹

8. Le PIB par habitant en valeur courante est passé d'environ 2 504 dollars EU en 2003 à 3 611 dollars EU en 2008. Les transferts nets, en particulier des États-Unis, demeurent une ressource capitale pour le financement des dépenses intérieures privées, ce qui se traduit par un revenu brut disponible par habitant supérieur au PIB par habitant. En 2008, le revenu brut disponible par habitant s'est établi à 4 149 dollars EU, dépassant ainsi de 14,9% le PIB par habitant.

9. Dans le PIB d'El Salvador, la composition des dépenses demeure caractérisée par un haut niveau de consommation. En 2008, la consommation totale a représenté 107% du PIB, tandis que la part de la consommation privée s'est élevée à 98%. Malgré la part importante du PIB qui revient à la consommation privée, le taux de l'épargne nationale est resté relativement stable jusqu'en 2006; en revanche, en 2007 et 2008, on a observé une forte accélération des dépenses de consommation, qui a provoqué une baisse du taux d'épargne à 7,4% en 2008. Le taux d'investissement privé s'est établi à 12,8% du PIB en 2008, soit moins que les 13,4% relevés en 2003.

10. La part des exportations de biens et de services dans le PIB est restée relativement constante entre 2003 et 2008, tandis que celle des importations de biens et de services a augmenté, jusqu'à représenter presque la moitié du PIB en 2008. C'est une contrepartie du niveau élevé de la demande intérieure dans l'économie salvadorienne.

11. La population économiquement active est passée de 2,52 millions en 2003 à 2,75 millions en 2007, dernière année pour laquelle on possède des informations, à un taux annuel moyen de 1,8%, inférieur au taux de croissance du PIB. Le taux de chômage a été de 6,3% en 2007. Le secteur informel revêt une grande importance pour l'économie salvadorienne car il crée énormément d'emplois. L'enquête réalisée en 2008 auprès des ménages sur divers sujets indique que l'emploi dans

¹ Banque centrale de réserve d'El Salvador (2009a).

le secteur informel représente 48,6% de l'emploi total et qu'il joue un rôle important dans la réduction de la pauvreté.²

12. Les indicateurs de développement ont continué de s'améliorer pendant la période à l'examen, mais, selon la Banque mondiale, 37% de la population se trouvaient encore en situation de pauvreté en 2007.³ Les autorités ont indiqué que ce pourcentage était de 34,6% en 2009.

ii) Politique budgétaire

13. Le Ministère des finances est chargé de l'élaboration de la politique budgétaire. La politique est élaborée en accord avec les dispositions de la Loi organique de l'administration financière de l'État, et elle a pour champ d'application le SPNF. Pendant la période à l'examen, la politique budgétaire et les budgets annuels ont été élaborés sur la base du programme d'endettement public prévu dans le Plan stratégique 2004-2009, qui fixait les objectifs suivants: maintenir l'indicateur d'endettement à moyen et long terme du SPNF à un niveau qui ne dépasse pas en moyenne 40% du PIB pendant le quinquennat; assurer avec ponctualité le service de la dette du SPNF; maintenir l'indicateur du service de la dette sous le seuil de 30% des recettes courantes, et le faire tomber à moins de 20% à la fin de la période.⁴

14. La politique budgétaire de 2009 s'articule autour des axes suivants: maintenir le déficit budgétaire du SPNF à des niveaux adéquats sans spécifier toutefois un objectif concret; s'efforcer d'afficher un excédent du compte courant, dans le SPNF, pour s'assurer que le financement de l'État sert exclusivement à l'investissement; augmenter le recouvrement des recettes fiscales, sans accroître les impôts, notamment en luttant contre la contrebande et la fraude fiscale; concentrer l'investissement public dans des zones jugées prioritaires; maintenir des niveaux d'endettement en accord avec les meilleures pratiques internationales et la capacité de paiement du pays.⁵

15. La part des recettes du gouvernement central dans le PIB est demeurée relativement faible, même si elle est passée de 13,2% en 2003 à 14,7% en 2008 (tableau I.2). Cette légère progression résulte principalement des progrès accomplis au niveau du recouvrement des recettes fiscales dans le cadre de la lutte contre la fraude fiscale et la contrebande. Les dépenses publiques ont représenté 15,3% du PIB en 2008. Le solde budgétaire du gouvernement central s'est amélioré entre 2003 et 2007, grâce à une diminution progressive du déficit, lequel est tombé de 2,7% du PIB en 2003 à 0,2% en 2007. En 2008, le déficit du gouvernement central a légèrement augmenté, à 0,6% du PIB. Le déficit du SPNF a oscillé entre 0,2 et 2,1% du PIB entre 2003 et 2008. Le déficit du SPNF en 2008 s'est établi à 1,1% du PIB.

16. Durant les six premiers mois de 2009, la situation budgétaire s'est détériorée considérablement: le gouvernement central a enregistré un déficit de 213,4 millions de dollars EU (1% du PIB annuel), alors qu'il avait enregistré un excédent de 111,4 millions à la même période de 2008. Cela est dû à une baisse importante des recettes, principalement des recettes fiscales, et à une augmentation des dépenses, surtout des dépenses courantes (rémunérations, biens et services, intérêts et transferts courants). Sur ces transferts, 52% sont allés à des organismes publics et le reste au secteur privé, en grande partie sous la forme de subventions aux transports, à l'énergie électrique et au gaz liquéfié. Le service de la dette en août 2009 a représenté 4,8% du PIB estimé pour 2009 et s'est

² Ministère de l'économie, Direction générale de la statistique et du recensement (DIGESTYC) (2004).

³ Banque mondiale (2009b).

⁴ Ministère des finances, Direction générale des investissements et des crédits publics (2004).

⁵ Ministère des finances, Direction générale du budget (2008).

élevé, capital et intérêts confondus, à 1 063,9 millions de dollars EU (706,8 millions d'amortissement et 357,1 millions d'intérêts).⁶

Tableau I.2
Comptes du gouvernement central, 2003-2009
(en pourcentage du PIB)

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009 ^a
Recettes	13,2	13,3	13,5	14,4	14,6	14,7	6,9
Recettes courantes	12,7	13,0	13,2	14,2	14,3	14,4	6,8
Impôts	11,5	11,5	12,5	13,3	13,4	13,0	6,4
Impôt sur le revenu	3,3	3,4	3,9	4,2	4,6	4,5	2,7
TVA	6,1	6,0	6,5	7,0	6,8	6,6	2,8
Taxe à la consommation	0,4	0,5	0,6	0,5	0,5	0,4	0,2
Impôt sur le patrimoine et autres impôts	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,0
Droits de douane	1,2	1,1	1,1	1,1	1,0	0,8	0,3
Recettes extrafiscales et autres	1,2	1,4	0,7	0,8	0,8	0,7	0,4
Revenu du capital et donations	0,4	0,3	0,3	0,2	0,3	0,2	0,1
Dépenses	15,9	14,4	14,6	14,8	14,8	15,3	7,9
Dépenses courantes	12,1	12,2	12,1	12,3	12,3	12,6	6,6
Rémunérations	4,9	4,7	4,5	4,5	4,4	4,4	2,3
Biens et services	2,1	2,3	2,4	2,1	2,2	2,3	1,1
Intérêts	1,9	2,0	2,2	2,4	2,4	2,3	1,2
Transferts	3,2	3,2	3,0	3,3	3,3	3,5	1,9
Dépenses d'équipement	3,8	2,3	2,6	2,7	2,6	2,7	1,3
Solde gouvernement central	-2,7	-1,1	-1,0	-0,4	-0,2	-0,6	-1,0
Solde SPNF	-2,1	-0,6	-1,0	-1,1	-0,2	-1,0	-1,3
Dettes publiques totales (millions de \$EU)	7 103,2	7 282,6	7 703,7	8 359,2	8 638,7	9 707,6	10 339,0
Dettes publiques totales (% du PIB)	47,2	46,1	45,1	44,8	42,7	43,9	47,3
Dettes du SPNF (% du PIB)	40,3	40,5	39,7	39,7	36,6	35,8	38,1

a Premier semestre, en pourcentage du PIB annuel. Renseignements préliminaires.

Source: Banque centrale de réserve d'El Salvador.

17. En juin 2009, le gouvernement a annoncé un plan global de 18 mois pour lutter contre la crise, dont le coût total approximatif s'élevait à 587 millions de dollars EU, soit 17% des dépenses publiques totales. Cependant, les autorités ont indiqué que ce plan avait dû être réorienté pour faire face aux dommages causés par les pluies torrentielles de novembre 2009 et à la situation de catastrophe nationale qui en a résulté.

18. Pendant la période à l'examen, la part de l'impôt sur le revenu et de la taxe sur la cession de biens meubles et la prestation de services dans le PIB a grimpé à 4,5 et 6,6%, respectivement, en 2008, contre 3,3 et 6,1% en 2003. En revanche, la part dans le PIB des recettes tirées des droits de douane est tombée de 1,2 à 0,8%. Le rapport entre le montant des droits de douane perçus et la valeur des importations de marchandises a été inférieur à 2% en 2008, soit moins, par exemple, que les 3,2% relevés en 2001.

19. Depuis 2005, El Salvador respecte la limite prudentielle de 40% du PIB imposée en 2004 pour la dette du SPNF. Le rapport de la dette publique au PIB est tombé de 47,2% en 2003 à 43,9% en 2008. Mais il s'est repris en 2009. La dette publique a totalisé 10 339,2 millions de dollars EU en juin 2009, dont 8 280,0 millions correspondent à la dette du SPNF. À la fin de 2008 a été approuvée une augmentation de l'endettement vis-à-vis de l'extérieur de 950 millions de dollars EU pour

⁶ Banque centrale de réserve d'El Salvador (2009b).

restructurer la dette et promouvoir le développement social. Cette augmentation s'est concrétisée par des prêts de la Banque mondiale et de la Banque interaméricaine de développement (voir plus loin).

iii) Politique monétaire et politique de change

20. La responsabilité de la conduite de la politique monétaire incombe à la Banque centrale de réserve d'El Salvador (BCR). El Salvador, économie "dollarisée", n'a pas la possibilité de mener une politique monétaire indépendante. Depuis le 1^{er} janvier 2001, date de l'entrée en vigueur de la Loi sur l'intégration monétaire (Décret n° 2001 du 22 décembre 2000), le dollar EU est la monnaie qui a cours légal.⁷ Ladite loi a fixé le taux de change entre le colón et le dollar EU à 8,75, taux en vigueur pendant les sept années ayant précédé l'adoption de la loi. Le dollar EU est devenu en outre l'unité de compte du système financier. Conformément à la Loi, trois des principales fonctions de la BCR ont été éliminées: la gestion de la politique monétaire, le rôle de prêteur de dernier recours pour les banques, et l'émission de monnaie. En même temps, la Loi a habilité la BCR à remplir d'autres fonctions telles que l'administration des réserves de liquidités et l'injection de dollars dans l'économie.⁸

21. Les autorités considèrent que le processus d'intégration monétaire a été un succès, ce qui a contribué à consolider la stabilité macro-économique du pays et à renforcer le développement de son système financier. Entre autres effets bénéfiques, elles mentionnent l'abaissement des taux d'intérêt et l'allongement des délais de remboursement pour les prêts, la disparition du risque de change, et la protection de la valeur de l'épargne et des salaires, ainsi que du pouvoir d'achat.⁹

22. Les taux d'intérêt sont restés bas pendant la plus grande partie de la période à l'examen, ce qui s'explique principalement par les effets positifs de la dollarisation sur la perception du risque pays avec l'élimination du risque de change. Le taux des prêts à un an a fluctué entre 6,3 et 7,9% en moyenne annuelle entre 2003 et 2008, et la marge d'intermédiation (différence entre les taux débiteurs et créditeurs) a été inférieure à 4% (tableau I.3). En revanche, suite à la crise financière mondiale et malgré la baisse des taux d'intérêt aux États-Unis, les taux d'intérêt en El Salvador augmentent depuis le milieu de 2008, tout comme la marge d'intermédiation financière. C'est en partie le signe d'une certaine accentuation de la perception du risque, mais surtout le reflet de la situation du marché du crédit, caractérisée par un resserrement de l'offre dû quant à lui à une chute des envois de fonds et par conséquent du montant des dépôts dans le système financier, comme le montre l'analyse de la contraction de la quasi-monnaie, en 2009. Les taux d'intérêt créditeurs ont été négatifs en valeur réelle durant la plus grande partie de la période à l'examen, et sont devenus positifs en 2008.

23. Depuis l'entrée en vigueur de la Loi sur l'intégration monétaire, la capacité de la BCR d'influer sur le niveau des prix est limitée. L'inflation a été contenue pendant la plus grande partie de la période à l'examen, sous la barre des 5%, mais elle est repartie à la hausse avec l'augmentation du cours mondial des produits alimentaires et des matières premières. Faute d'une politique monétaire indépendante, les chocs extérieurs se sont répercutés d'une manière plus immédiate sur les prix intérieurs. L'inflation moyenne cumulée s'est établie à 5,5% en 2008, après avoir atteint un plafond annuel de 9,9% en août 2008, mouvement provoqué par une augmentation annuelle de l'ordre de 18% du prix des produits alimentaires et des boissons, et de presque 12% au poste des transports, y compris le prix de l'essence ordinaire. L'inflation a commencé à reculer dans les premiers mois de 2009,

⁷ Le texte de Loi sur l'intégration monétaire peut se consulter à l'adresse suivante: <http://www.bcr.gob.sv/uploaded/content/category/1016779392.pdf>.

⁸ Banque centrale de réserve d'El Salvador (2009e).

⁹ Informations en ligne de la Banque centrale de réserve d'El Salvador. Adresse consultée: <http://www.bcr.gob.sv/?cat=1053&name=Reseña%20Histórica&lang=es>.

conséquence d'une baisse des prix des matières premières, et d'un ralentissement de la croissance de la demande.

Tableau I.3
Indicateurs monétaires et indicateurs des prix, 2003-2009

Indicateur	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009 ^a
Indice des prix à la consommation (variation en pourcentage, fin de période)	2,8	5,4	4,3	4,9	4,9	5,5	0,2
M1 (variation en pourcentage)	1,2	12,5	7,4	15,2	16,5	1,6	-0,3
M2 (variation en pourcentage)	0,3	3,0	2,6	11,9	17,6	0,1	-0,2
Quasi-monnaie (variation en pourcentage)	0,2	0,9	1,4	11,1	17,9	-0,2	-0,2
Prêts au secteur privé (variation en pourcentage)	7,0	5,6	7,7	10,9	7,1	4,4	-2,7
Indice du taux de change effectif réel (global, base 2009)	-0,7	-0,2	-0,2	-1,4	0,8	-2,0	-2,9
Taux des dépôts à 180 jours (% , par an)	3,4	3,3	3,4	4,4	4,7	4,2	4,8
Taux des dépôts à un an (% , par an)	6,6	6,3	6,9	7,5	7,8	7,9	9,5
Marge d'intermédiation	3,2	3,0	3,5	3,1	3,4	3,7	4,8

a Chiffres de juillet (IPC en juin).

Source: Banque centrale de réserve d'El Salvador et statistiques financières internationales du FMI, mars 2009.

24. Le taux de change réel a relativement peu varié pendant la période à l'examen. Le FMI considère qu'il est en accord avec les fondamentaux de l'économie. Le taux de change réel s'est déprécié entre le début de 2007 et le début de 2008, à cause de la faiblesse du dollar EU face aux monnaies des principaux partenaires commerciaux d'El Salvador, ce qui a compensé l'augmentation de l'inflation intérieure.¹⁰

25. El Salvador n'exerce aucun contrôle sur les transactions de change.

iv) Balance des paiements

26. Entre 2003 et 2008, le compte courant d'El Salvador a enregistré continuellement des déficits qui ont varié entre 702 et 1 682 millions dollars EU (tableau I.4). Depuis 2005, le déficit du compte courant suit une courbe ascendante et a atteint 7,6% du PIB en 2008. La balance du commerce des marchandises affiche un déficit qui a tendance à se creuser depuis 2005, et qui s'est chiffré à 4 394 millions de dollars, soit 19,9% du PIB, en 2008. Cette hausse est due au fait que les importations ont augmenté plus rapidement que les exportations: en 2008, le volume des premières était de 65% plus élevé qu'en 2003, tandis que celui des exportations dépassait de 46% le niveau de 2003. La balance des services a également été déficitaire durant toute la période à l'examen.

27. Parallèlement, le déficit du compte courant a continué d'être atténué par le niveau important des transferts courants, principalement les envois de fonds des Salvadoriens vivant à l'étranger, en particulier aux États-Unis et en Espagne. Les envois de l'extérieur ont totalisé 3 788 millions de dollars EU en 2008, ce qui équivaut à 17,1% du PIB¹¹, contre 2 105 millions de dollars EU (14% du PIB) en 2003. La crise économique internationale s'est répercutée sur les niveaux de l'emploi dans les pays industrialisés, ce qui a eu des incidences importantes sur les envois de fonds des Salvadoriens installés aux États-Unis; au premier semestre 2009, le volume des envois de fonds a chuté de 10,3% par rapport à la même période un an plus tôt, soit de 1 938,5 millions de dollars EU à 1 739,7 millions. La contraction des transferts a lourdement pesé sur la consommation finale, surtout en 2009.

¹⁰ FMI (2009b).

¹¹ Banque centrale de réserve d'El Salvador (2009d).

Tableau I.4
Balance des paiements, 2003-2009
(en millions de \$EU)

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009 ^a
I. Compte courant	-702	-642	-610	-783	-1 221	-1 682	-114
Commerce des marchandises	-2 287	-2 661	-2 938	-3 533	-4 105	-4 394	-1 226
Exportations f.a.b. ^b	3 153	3 339	3 447	3 759	4 039	4 611	1 955
Importations f.a.b. ^b	5 439	6 000	6 385	7 291	8 144	9 004	3 181
Services	-107	-79	-128	-192	-291	-584	-303
Recettes	949	951	946	1 015	1 130	1 041	399
Dépenses	1 055	1 030	1 074	1 207	1 420	1 25	702
Revenu de l'investissement	-423	-458	-579	-531	-576	-536	-356
Recettes	140	144	175	234	287	223	88
Dépenses	564	602	754	765	863	759	444
Transferts courants (valeurs nettes)	2 114	2 555	3 035	3 472	3 75	3 832	1 770
Envois de fonds privé	2 105	2 548	3 017	3 471	3 695	3 788	1 740
Transferts publics et autres	9	7	18	1	55	44	31
II. Compte de capital et financier	846	276	929	1 094	400	1 380	-6
Compte de capital	113	100	94	97	151	80	50
Compte financier	733	175	836	997	250	1 300	-56
Investissement direct	123	366	398	268	1 408	719	51
Investissement de portefeuille	189	57	105	777	-196	138	277
Autres investissements	737	-300	274	24	-682	777	-148
III. Erreurs et omissions	-144	352	-360	-423	783	216	120
IV. Solde global	-144	352	-360	-423	783	216	120
V. Financement							
Réserves disponibles (variation)	144	-352	360	423	-783	-216	-120
Pour mémoire							
Déficit du compte courant en pourcentage du PIB	4,7	4,1	3,6	4,2	6,0	7,6	n.d.
Dettes extérieures totales (millions de \$EU)	8 602,9	8 869,8	9 419,8	10 259,2	9 808,4	10 691,1	10 143,7
Réserves internationales nettes (millions de \$EU)	1 905,8	1 888,3	1 829,4	1 907,2	2 197,5	2 540,9	2 782,9

n.d. Non disponible.

a Juin 2009.

b Inclut le secteur de la maquila.

Source: Banque centrale de réserve d'El Salvador.

28. La dette extérieure totale d'El Salvador est passée de 8 602,9 millions de dollars EU en 2003 à 10 691,1 millions en 2008. Les réserves internationales nettes (actifs extérieurs) ont grimpé de 1 905,8 millions de dollars en décembre 2003 à 2 782,9 millions en juin 2009. La progression des actifs extérieurs s'explique dans une certaine mesure par l'accroissement de la dette extérieure. Les portefeuilles d'investissement correspondant aux réserves restent à des niveaux de risques modérés, les réserves en dollars EU susceptibles d'être investies atteignant une durée de 0,18 an à la clôture du deuxième trimestre. Un peu plus de 77% des investissements sont toujours effectués dans des fonds souverains (Trésor des États-Unis, organismes des États-Unis et d'Allemagne et organismes supranationaux comme la Banque des règlements internationaux et la Banque mondiale). Environ 87% des titres sont négociables sur des marchés secondaires et les 13% restants sont des dépôts à terme à échéance d'une semaine au maximum. C'est une situation cohérente avec le profil de risque

défini dans la politique d'investissement et avec la nature des actifs dont se composent les portefeuilles.¹²

29. El Salvador a négocié des prêts avec la Banque mondiale et la Banque interaméricaine de développement pour un total de 950 millions de dollars EU.¹³ En janvier 2009, le FMI a approuvé pour El Salvador un accord de confirmation pour des motifs de précaution d'une durée de 15 mois et un montant total de près de 800 millions de dollars EU (513,9 millions de DTS) afin de soutenir la stratégie économique du pays destinée à limiter les dommages de la crise financière internationale. Les autorités salvadoriennes ont déclaré qu'elles n'avaient pas l'intention d'utiliser les fonds, et que le programme soutenu par le FMI constituait une mesure de précaution qui s'inscrivait dans une stratégie globale dont le but était de renforcer les défenses du pays contre la crise. Le programme a principalement pour objet d'aider à injecter des liquidités dans l'économie nationale. Les autorités considèrent que l'accord approuvé en janvier a atteint son objectif premier, qui est d'aider El Salvador à affronter la crise financière et à maintenir la stabilité des secteurs macro-économique et financier, ainsi que la confiance des investisseurs. En septembre 2009, le FMI et les autorités salvadoriennes ont passé un accord préliminaire sur un nouveau programme économique qui pourrait être complété par un accord de confirmation pour des motifs de précaution d'une durée de trois ans, également pour un total de 513,9 millions de DTS. Le nouveau programme remplace l'accord de 15 mois approuvé en janvier 2009.¹⁴

3) COMMERCE DES MARCHANDISES ET FLUX D'INVESTISSEMENT

30. La composition et la répartition géographique du commerce des marchandises d'El Salvador sont présentées dans les tableaux AI.1 à AI.6 de l'appendice. Y figurent uniquement les données complètes recueillies depuis 2005.

31. Le commerce des marchandises d'El Salvador a sensiblement augmenté pendant la période à l'examen. Les exportations (y compris le secteur de la maquila) sont passées de 3 418 millions de dollars EU en 2005 à 4 549 millions en 2008. Durant la même période, les importations (y compris celles liées aux activités de maquila) ont grimpé de 6 690 millions de dollars EU en 2005 à 9 754 millions en 2008, soit un taux de croissance moyen de 13,4% par an. La valeur des importations a largement dépassé celle des exportations pendant toute la période étudiée, d'où un déficit commercial de 5 295 millions de dollars EU en 2008, si l'on exclut les activités de maquila.

i) Composition des échanges

32. Les tableaux AI.1 à AI.4 présentent la composition des échanges durant la période à l'examen. La structure des exportations d'El Salvador a subi quelques transformations durant cette période, avec une diminution de la part des textiles et articles de confection. Les produits manufacturés demeurent la principale catégorie d'exportation et ont représenté, si l'on y inclut les activités de maquila, plus de 73,7% du total des exportations en 2008. À l'intérieur de cette catégorie, les produits textiles et leurs sous-produits constituent le premier poste d'exportation, avec 41,3% du total en 2008, pourcentage cependant très inférieur aux 52,7% enregistrés en 2005. Les produits chimiques et le plastique ont représenté 10,9% des exportations en 2008, contre 7,1% en 2005.

¹² Informations en ligne de la Banque centrale de réserve d'El Salvador. Adresse consultée: <http://www.bcr.gob.sv/>.

¹³ Communiqué de presse du FMI n° 09/10, 16 janvier 2009, et FMI (2009a).

¹⁴ Communiqué de presse du FMI n° 09/322, 24 septembre 2009. Adresse consultée: <http://www.imf.org/>.

33. La part des produits de base dans les exportations totales a légèrement augmenté pendant la période; les produits alimentaires en constituent la principale catégorie. Les produits alimentaires, les boissons, les liquides alcoolisés et le vinaigre, le tabac et les succédanés du tabac ont représenté 19,9% des exportations totales en 2008, contre 17,2% en 2005. Le café reste en tête des produits de base exportés et a représenté 5,7% du total des exportations en 2008.

34. Du côté des importations, les produits manufacturés demeurent la principale catégorie, bien que leur part ait diminué; elle était de 63% en 2008. Les machines, le matériel de transport et les produits chimiques représentent une grande partie des importations de produits manufacturés (tableau AI.4). Les importations de produits de base ont nettement progressé pendant la période à l'examen, notamment à cause de l'augmentation des importations de combustibles.

ii) Répartition géographique des échanges

35. Les principaux marchés d'exportation d'El Salvador sont les autres membres du Marché commun centraméricain (MCCA) et les États-Unis (tableau AI.5). En Amérique centrale, le Guatemala a été la première destination des exportations salvadoriennes en 2008 puisqu'il en a absorbé environ 13,6%, part supérieure aux 11,5% enregistrés en 2003. La part des États-Unis s'est établie à 48,1%. Parmi les autres partenaires importants figurent le Honduras et le Nicaragua, avec des parts de 13 et 5,5%, respectivement. L'Europe a absorbé 7% des exportations en 2008, et les principales destinations ont été l'Allemagne et l'Espagne.

36. Les États-Unis sont le premier fournisseur d'El Salvador, ayant représenté 34,4% des importations salvadoriennes en 2008. Le Mexique se classe au deuxième rang avec une part de 9% du total, suivi du Guatemala, avec 8,5%. L'Amérique centrale dans son ensemble a représenté 17% des importations totales (tableau AI.6), et 6,9% des produits importés par El Salvador proviennent de l'Union européenne, principalement de l'Allemagne et de l'Espagne, dont la part s'élève à 1,6 et 1%, respectivement.

iii) Commerce des services

37. La balance du commerce des services d'El Salvador est traditionnellement déficitaire, et ce déficit, en hausse depuis 2004, a atteint 584 millions de dollars EU en 2008, ce qui équivaut à 2,6% du PIB. La balance a accusé un déficit dans la plupart des catégories de services, à l'exception notable des secteurs des voyages et des communications, pour lesquels on enregistre un excédent (tableau I.5). Les déficits les plus importants sont relevés dans les secteurs du transport et des assurances.

Tableau I.5
Commerce des services, 2003-2009
(en millions de \$EU)

Désignation	2003	2004	2005	2006	2007	2008 ^a	2009 ^{a,b}
Solde	-106,8	-79	-128	-191,5	-290,5	-584,0	-303,2
Recettes	948,5	951,2	945,7	1 015,0	1 129,7	1 041,0	398,7
Transport	330,1	342,5	344,6	352,3	367	351,2	133,1
Voyages	383,1	314,3	360,8	381,6	482,3	424,5	154,5
Communications	122,9	139,3	122,7	135,7	162,1	153,7	62,8
Construction	10	18,6	24,1	45,4	22,9	33,1	9,5
Assurances	31,4	34,8	32,4	34,7	37,1	29,6	16,5
Secteur financier	2,8	9,7	7,1	3,4	4,1	1,4	0,2
Services d'information	0,4	0,4	0	0,7	0	1,0	0,0
Redevances	0,2	0,1	2,4	0,5	0,4	1,4	0,2
Services personnels, culturels et récréatifs	0	0,2	0	0	0	0,0	0,0

Désignation	2003	2004	2005	2006	2007	2008 ^a	2009 ^{a,b}
Services gouvernementaux	42,3	51	30,3	38,8	38	26,4	14,9
Autres services	25,3	40,3	21,2	21,9	15,8	18,8	7,0
Dépenses	1 055,3	1 030,0	1 073,6	1 206,5	1 420,2	1 625,1	701,9
Transport	477,1	504,5	520,2	589,4	730,3	948,5	432,4
Voyages	229,6	167,9	206,0	224,1	278,7	240,7	83,4
Communications	36,9	34	25,2	25,5	30,8	44,8	9,8
Construction	6,3	6,5	12,7	8,5	8	13,6	2,8
Assurances	106,4	108,4	101,7	128,4	148,4	189,5	94,8
Secteur financier	19,7	28,5	13	9,3	9,8	12,0	3,5
Services d'information	3,1	6,1	2,9	3,9	7,5	4,9	1,4
Redevances	22,2	17,8	30,4	27,3	24,1	33,7	13,8
Services personnels, culturels et récréatifs	1,2	1,5	1,6	1,3	1,9	1,0	0,2
Services gouvernementaux	15,6	24	21,8	26,4	28	35,9	12,8
Autres services	137,2	130,7	138,2	162,3	152,8	100,4	47,1

a Chiffres préliminaires.

b En juin 2009.

Source: Banque centrale de réserve d'El Salvador.

iv) Investissement étranger direct

38. L'investissement étranger en El Salvador s'est chiffré, à la fin de 2008, à 6 701,4 millions de dollars EU, dont 1 858 millions sont allés au secteur financier et ont principalement servi à l'acquisition de banques locales par des entités étrangères; plus de 917 millions sont allés au secteur des télécommunications et 879 millions à celui de l'électricité (tableau I.6). Les autres secteurs qui ont drainé un flux important d'IED sont, entre autres, les produits manufacturés, la maquila et le commerce.

Tableau I.6
Total de l'investissement étranger direct par secteur, 2003-2009
(en millions de \$EU)

	2003	2004	2005	2006	2007	2008 ^a	2009 ^{a,b}
Industrie	496,1	536,9	853,5	870,2	891,6	919,7	926,0
Commerce	239,2	278,3	305	356,3	397,3	411,9	426,9
Construction	12,4	12,4	12,4	12,4	12,3	12,3	12,3
Communications	411,3	746	793,8	793,9	860,6	917,4	927,9
Électricité	848,2	800,2	800,2	847,6	847,6	879,5	879,5
Agriculture et pêche	46,8	68,6	67,1	67,7	69,6	69,6	69,6
Mines et carrières	0	0	1,5	29,5	37,8	42,5	43,0
Secteur financier	161,1	148,1	250,4	321,9	1 489,4	1 858,9	1 902,5
Maquila	263,3	294,7	298,9	298,5	399,1	425,4	488,9
Autres services	110,9	110,8	125,2	137,1	177,2	184,2	192,4
Sous-total	2 589,2	2 996,1	3 508,1	3 735,0	5 182,5	5 721,5	5 869,2
Prêts entre entreprises d'IED	686,2	659,4	658,4	672,8	733,8	979,9	865,7
Total	3 275,4	3 655,5	4 166,5	4 407,8	5 916,2	6 701,4	6 734,9

a Chiffres préliminaires.

b En juin 2009.

Source: Banque centrale de réserve d'El Salvador, sur la base d'enquêtes réalisées auprès d'entreprises du secteur privé et bilan des banques du système.

39. Les États-Unis ont été l'investisseur étranger le plus important de cette période, avec des investissements qui se sont chiffrés à près de 2 000 millions de dollars EU. Ils sont suivis du Panama et du Mexique (tableau I.7).

Tableau I.7
Total de l'investissement étranger direct par pays de provenance, 2003-2009
(en millions de \$EU)

Pays	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009 ^{a,b}
États-Unis	1 031,7	1 026,7	1 358,9	1 371,8	1 870,9	1 999,8	2 013,6
Panama	100,1	102,5	144,5	212,3	1 053,5	1 374	1 443,8
Mexique	83,6	614,7	647,8	655	714,4	722,0	723,8
Îles Vierges britanniques	29,2	56,2	356,2	355,9	356,6	361,8	361,9
Espagne	161,4	195	195,2	195,3	205,4	205,9	205,9
Canada	46,6	56	130,3	145,3	153,6	162,4	163,0
Costa Rica	68,7	68,8	67,4	70,1	104,2	111,2	111,2
Guatemala	57,8	60,1	70,4	93,4	96,3	102,4	103,3
Allemagne	84,8	84,9	89,4	92,2	93,6	98,6	98,6
Bahamas	66,4	67,8	68,6	74,9	75,2	75,2	75,2
Italie	26,6	26,6	26,6	74	74	105,9	105,9
Taipei chinois	56,7	57,3	58,6	58,3	58,3	59,0	61,4
Singapour	32,2	32,5	36,5	37,3	45	45,0	91,8
Pays-Bas	39,1	39,1	55	56,3	42	43,3	47,5
Nicaragua	20	20,4	21,3	27,8	35,5	45,5	45,5
Corée du Sud	22,9	23,5	26	22	30	25,1	25,5
Honduras	19,4	21	21,6	21,8	22	22,5	22,3
Japon	14,2	14,2	14,2	14,2	18,7	17,5	16,3
Suisse	11,7	15,6	16,8	16,8	16,8	18,5	18,5
Aruba	15	15	15	15	15	15	15,0
Brésil	0	0	0	4,3	13,7	22,7	22,7
Bermudes	11,2	11,8	12,3	13,3	13,3	13,3	13,3
Royaume-Uni	6,4	7,4	8,2	9,7	12,7	13,1	13,4
France	214,7	5,8	5,8	6	4,5	4,5	11,7
Israël	5,7	2,3	1	1,5	2,5	2,5	2,5
Pérou	22,3	22,3	22,3	22,3	1,8	1,8	1,8
Chili	0,2	0,7	0,3	24,8	0,8	0,7	0,7
Équateur	9,0	9,0	9,0	9,0	0,0	0,0	0,0
Venezuela	309,5	309,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres	22,4	29,6	29,6	34,4	52,2	52,2	52,7
Prêts entre entreprises d'investissement étranger	686,2	659,4	658,4	672,8	733,8	979,9	865,7
Total	3 275,4	3 655,5	4 166,5	4 07,8	5 916,2	6 701,4	6 734,9

a Chiffres préliminaires.

b En juin 2009.

Source: Banque centrale de réserve d'El Salvador, sur la base d'enquêtes réalisées auprès d'entreprises du secteur privé, et bilans des banques du système.

4) PERSPECTIVES

40. Les résultats de l'économie salvadorienne en 2009 et 2010 seront affectés par la récession mondiale. La croissance économique pâtira d'un recul des exportations provoqué par une contraction de la demande sur les principaux marchés d'El Salvador, notamment les États-Unis. De même, la récession pèsera fortement sur les envois de fonds, qui fléchissent à cause de l'accroissement du chômage aux États-Unis. Les envois de fonds ont représenté plus de 17% du PIB en 2008 et financent une bonne partie de la consommation privée.

41. Le FMI prévoit que le PIB diminuera de 2,5% en 2009 et augmentera d'à peine 0,5% en 2010, et il table sur un taux d'inflation de 1,8 et 2,4%, respectivement.¹⁵ Ces prévisions contrastent avec les projections plus optimistes présentées à la fin de l'année passée, lorsque le FMI anticipait une croissance de 2,6% pour 2009, mais aussi une inflation plus élevée, de 6%.¹⁶ Il pronostiquait également dans le secteur public un déficit de l'ordre de 2,2% et un déficit du compte courant de la balance des paiements égal à 5,4% du PIB, chiffres qui seront probablement dépassés compte tenu de la détérioration des perspectives économiques dans son ensemble.

¹⁵ Informations en ligne du FMI. Adresse consultée: <http://www.imf.org/external/country/SLV/index.htm>.

¹⁶ FMI (2009b).